



secrétariat
général

DES MINISTÈRES
ÉCONOMIQUES
ET FINANCIERS



2018

Rapport d'activité

Crédits photo : Patrick Bagein,
Gézelin Grée, Alain Seux, Patrick Vedrune,
Célia Bonnin, Dominique-Henri Simon,
Charlène Murat, Fotolia, Adobe Stock,

Conception : service de la communication
du SG des ministères économiques
et financiers



Sommaire

5

Édito

- 6 En images
- 10 Missions
- 12 Organigramme
- 13 Carte d'identité
- 14 Organisation

17

Coordonner et accompagner la transformation des ministères

- 18 Les plans de transformation ministériels
- 20 Dialogue social
- 22 Développer les usages du numérique
- 24 Cultiver l'innovation
- 26 L'innovation prend ses quartiers à Bercy
- 28 La communication, informer et accompagner

31

Adapter les espaces de travail et lieux de convivialité aux nouveaux usages

- 32 Poursuivre les aménagements des espaces
- 34 Aménagements des lieux de convivialité et de travail
- 36 Développer les services aux agents
- 38 Une semaine avec "mes services conciergerie"

41

Une politique RH adaptée aux nouveaux enjeux

- 42 Faire évoluer la politique RH de l'encadrement supérieur
- 44 Les politique RH au service de la transformation
- 46 L'égalité professionnelle : toujours un enjeu
- 48 Adapter l'action sociale, renforcer l'appui aux conditions de travail

51

Optimiser les moyens financiers

- 52 Coordonner la construction du budget des MEF
- 54 Simplifier la chaîne de la dépense
- 56 Transformer la politique immobilière des MEF et rénover les achats

61

Assurer la sécurité

- 62 Renforcer les dispositifs de protection de nos ministères



Édito

Ressources humaines, budget, finances, systèmes d'information, maîtrise des risques, achats, immobilier, communication, défense et sécurité..., les équipes du SG se sont mobilisées en 2018 sur l'ensemble de leurs activités.

Cette dynamique s'est organisée en favorisant les quatre axes de valeur du SG, à savoir :

- coordonner les projets ministériels avec les directions,
- faciliter la vie des agents et des managers,
- simplifier les processus et enrichir le contenu des missions,
- améliorer notre efficience tout en répondant aux attentes de nos ministres et des directions.

Elle s'est concrétisée par l'élaboration des plans de transformation ministériels validés en CITP, l'accompagnement des projets directionnels au BercyLab et le lancement d'un appel à projet ministériel. Elle s'est par ailleurs concrétisée par l'organisation d'événements, BercyINNOV ou encore BercyNum, favorisant le partage d'expériences et la formation des agents dans les domaines de l'innovation et du numérique.

Cette année aura également marqué une étape importante dans la modernisation de notre environnement de travail à Bercy, aussi bien en termes d'aménagement que d'outils numériques.

Bien d'autres défis ont été relevés en 2018 avec le lancement de nombreux projets. Je citerai, par exemple, l'organisation des élections professionnelles en mode dématérialisé, la réflexion autour de l'action pour renouveler les prestations offertes par les ministères, l'expérimentation d'un rapprochement des services en charge de l'exécution de la dépense et des services facturiers...

Ce rapport d'activité 2018 reflète la diversité de nos actions et notre mobilisation pour répondre aux enjeux d'une transformation exigeante de nos administrations. Les acteurs en sont les agents du SG et je les remercie profondément de leur implication.

Bonne lecture !

Isabelle Braun-Lemaire
Secrétaire générale
des ministères économiques et financiers

En images



Un ministère ouvert au public

Journées Européennes
du Patrimoine les 15 et 16
septembre 2018.





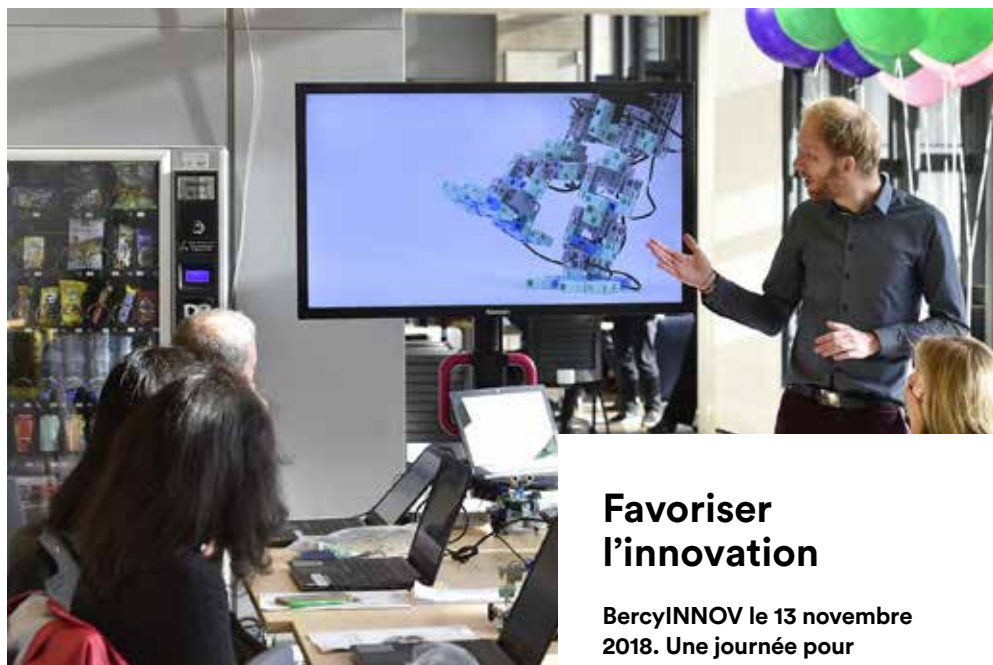
Bienvenue dans l'année 2018

**Isabelle Braun-Lemaire
aux côtés de Bruno Le Maire ,
Gérald Darmanin, Olivier Dussopt
et Delphine Geny-Stephann
lors des vœux aux agents
le 11 janvier 2018.**



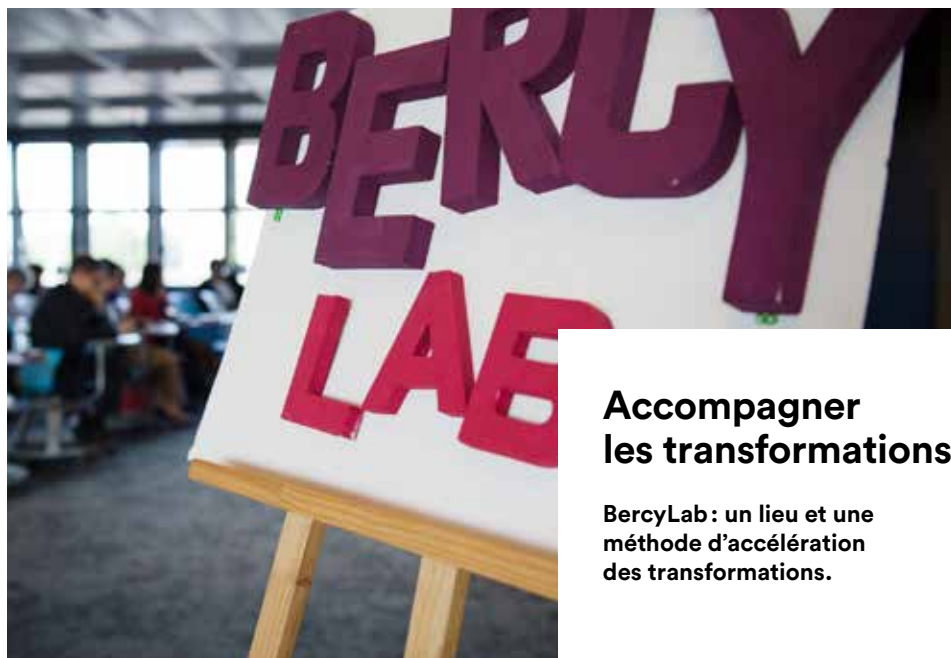
Améliorer la qualité de vie au travail

Tout au long de l'année 2018, le SG a mis en œuvre de nouveaux aménagements dans les bâtiments de Bercy pour faciliter le quotidien des agents.



Favoriser l'innovation

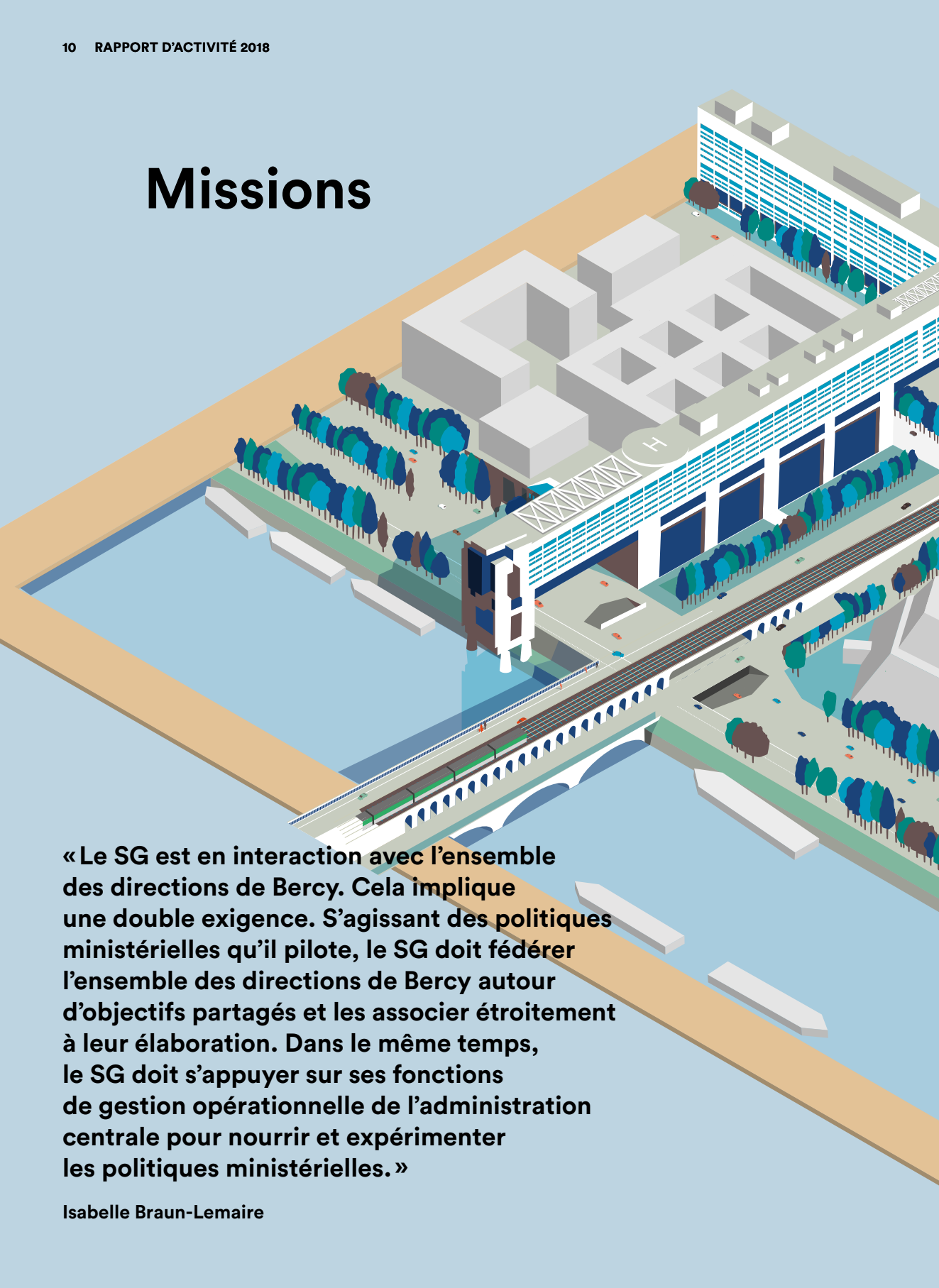
BercyINNOV le 13 novembre 2018. Une journée pour découvrir de nouvelles façons de faciliter la vie des collaborateurs, travailler autrement, changer la vie des usagers et explorer le potentiel du numérique.



Accompagner les transformations

BercyLab : un lieu et une méthode d'accélération des transformations.

Missions

An isometric illustration of a modern architectural complex. It features several interconnected white buildings with blue-tinted windows and glass facades. A prominent feature is a long, low building with a series of large, dark blue rectangular openings. The complex is situated on a light blue riverbank, with a bridge crossing the river in the foreground. The bridge has a white railing and a green train is visible on it. The surrounding area includes green spaces with stylized trees in various shades of green and blue. The overall style is clean and modern, with a focus on geometric forms and a cool color palette.

« Le SG est en interaction avec l'ensemble des directions de Bercy. Cela implique une double exigence. S'agissant des politiques ministérielles qu'il pilote, le SG doit fédérer l'ensemble des directions de Bercy autour d'objectifs partagés et les associer étroitement à leur élaboration. Dans le même temps, le SG doit s'appuyer sur ses fonctions de gestion opérationnelle de l'administration centrale pour nourrir et expérimenter les politiques ministérielles. »



1 Coordonner
la **modernisation**
des ministères

2 Conduire
le **dialogue social**
ministériel

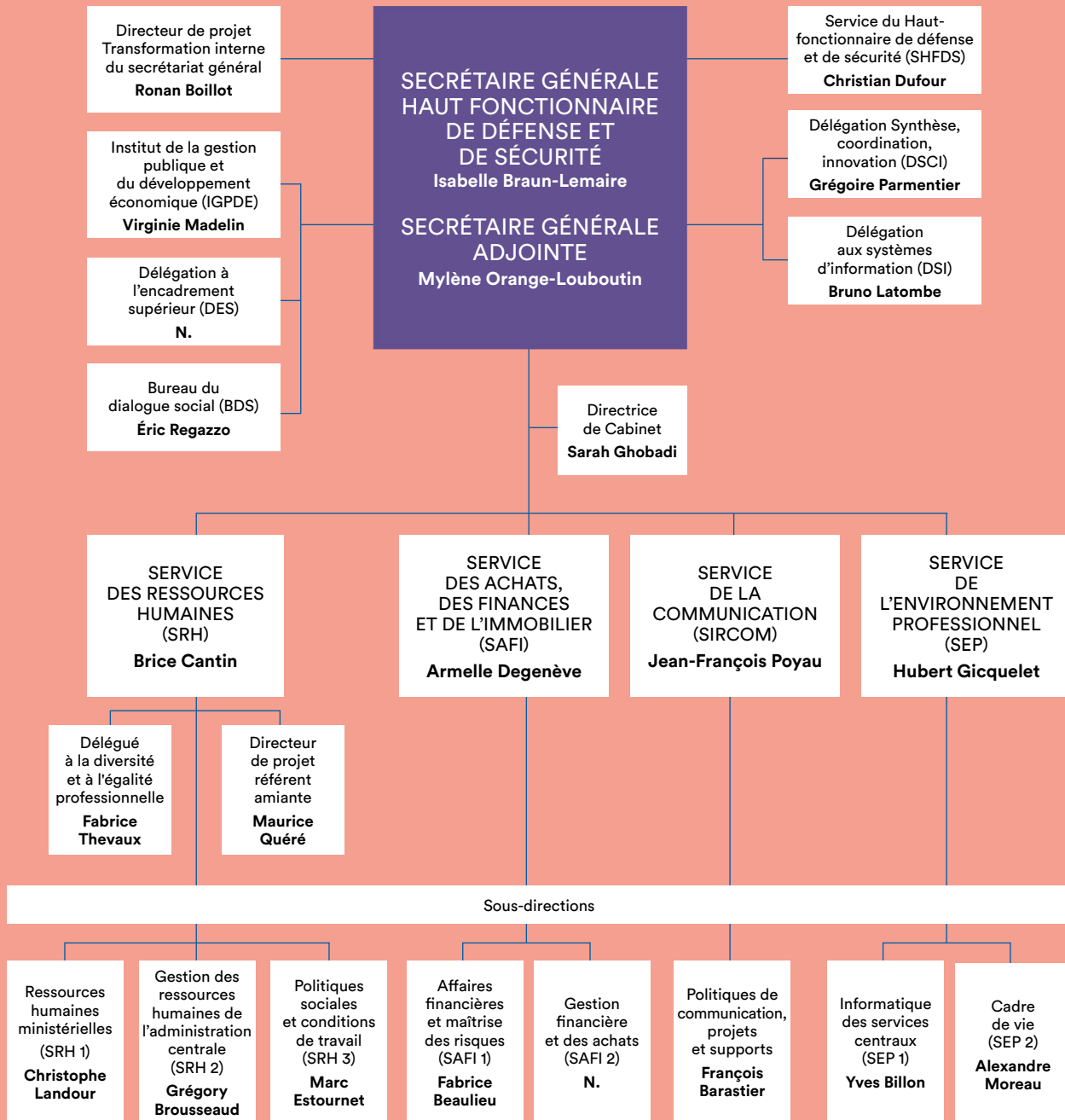
3 Animer les **politiques**
ministérielles notamment
en matière de **fonctions**
supports

- RH
- budget/finances
- maîtrise des risques
- systèmes d'information
- achats
- immobilier
- communication
- défense et sécurité

4 Assurer le bon
fonctionnement
des services
centraux

Organigramme

juin 2019



Carte d'identité

2 520

personnes
au secrétariat général
au 31 décembre 2018

répartition femmes/hommes
au 31 décembre 2018

1 376

femmes

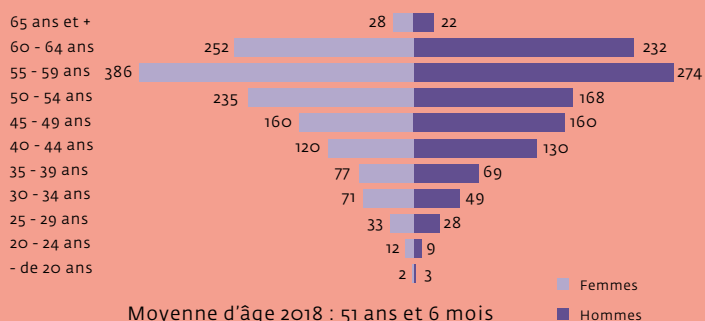
55 %

1 144

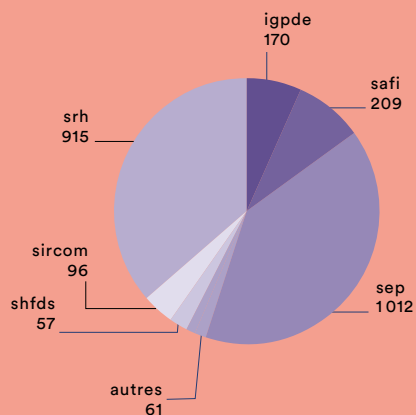
hommes

45 %

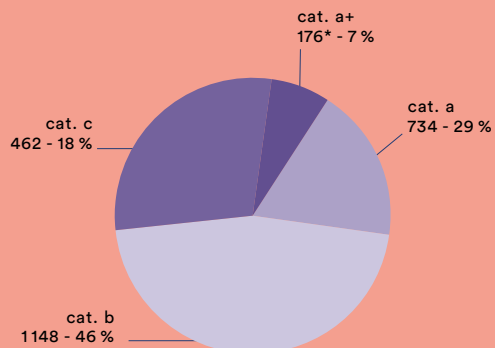
Pyramide des âges
pour l'année 2018



Effectifs du SG
par structure



Effectifs du SG
par catégorie



* dont 114 médecins
de prévention

Organisation

Le cabinet

Le cabinet de la secrétaire générale est désormais dirigé par une directrice de cabinet. Le cabinet comprend :

- la mission ressources communes (MRC), qui assure la synthèse et la coordination des processus RH au sein du SG, en liaison avec les équipes en charge de la GRH de proximité au sein des différents services du SG ;
- la mission « organisation des services » (MOS), qui traite des questions relatives à l'organisation des directions et services des MEF en coordonnant l'élaboration de tous les textes réglementaires en la matière, en liaison avec les directions et en interface avec le SG du Gouvernement ;
- une personne dédiée au suivi des relations entre les MEF et la Cour des comptes.

Le service des ressources humaines (SRH)

Le service des ressources humaines compte 915 collaborateurs dont plus de 500 sur le territoire. Il intervient aussi bien dans le pilotage des politiques ministérielles que dans la gestion des personnels de l'administration centrale. Les politiques ministérielles dont il assure la conception et le pilotage concernent : l'encadrement supérieur, la diversité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, la politique statutaire et indemnitaire, et la politique de formation et de mobilité, les politiques d'action sociale et de santé et sécurité au travail. En matière de gestion, le périmètre du SRH concerne la gestion des personnels relevant du périmètre statutaire de l'administration centrale (13 600 personnes) et la déclinaison opérationnelle des dispositifs d'action sociale et de santé et sécurité au travail sur tout le territoire. Deux sous-directions du SRH ont vu leurs bureaux reconfigurés en 2018 :

- la sous-direction des ressources humaines ministérielles (SRH1), afin de faciliter la mise en œuvre des priorités ministérielles, notamment en matière d'accompagnement des transformations ou du numérique RH ;
- la sous-direction des politiques sociales et des conditions de travail (SRH3), afin de mieux définir et conduire les politiques ministérielles d'action sociale et de santé, sécurité et conditions de travail, et de mieux piloter et appuyer l'action des réseaux déconcentrés du SG dans ces deux domaines.

Le bureau du dialogue social

Il est chargé d'animer le dialogue social ministériel et d'administration centrale qui s'exerce au sein des instances statutaires (notamment les comités techniques ministériels et d'administration centrale), mais également au travers de nombreux groupes de travail avec les organisations syndicales. Il a coordonné la mise en œuvre des élections professionnelles qui se sont déroulées fin 2018, et notamment le déploiement du vote électronique.

L'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE)

Opérateur de formation ministérielle, l'IGPDE est un service à compétence nationale rattaché à la secrétaire générale. L'année 2018 a été celle d'un nouveau défi à relever pour l'Institut : répondre aux besoins des agents face aux mutations des métiers dans le contexte d'Action Publique 2022. L'IGPDE s'est adapté au contexte en développant des actions de formation adaptées à la transformation de l'action publique.

La délégation à l'encadrement supérieur (DES)

Placée auprès de la secrétaire générale, la DES est notamment chargée de l'élaboration et du suivi du plan managérial ministériel (PMM) pour l'encadrement supérieur, en étroite liaison avec l'ensemble des directions et gestionnaires de corps des MEF.

Le service des achats, des finances et de l'immobilier (SAFI)

Le service des achats, des finances et de l'immobilier (SAFI) compte plus de 200 collaborateurs. Fort de sa vision de synthèse ministérielle, il coordonne la procédure budgétaire propre aux MEF et propose aux ministres les arbitrages relatifs aux crédits et aux emplois des directions de Bercy. Il pilote l'exécution budgétaire et coordonne le développement du contrôle de gestion au sein des ministères. Chargé de moderniser la chaîne de la dépense au niveau ministériel, il assure en outre la mise en œuvre opérationnelle des décisions financières des services centraux et de certains services déconcentrés, via son centre de prestations financières. Il exerce une fonction de coordination en matière de maîtrise des risques. Il définit les orientations ministérielles de politique immobilière et intervient au profit des réseaux déconcentrés, ou d'autres ministères, pour la conduite d'opérations immobilières importantes via six antennes interrégionales.

La mission ministérielle des achats (MMA) veille quant à elle à la mise en œuvre des priorités définies par la direction des achats de l'État, afin de rationaliser les achats et de professionnaliser cette fonction au sein des MEF.

Le service de la communication (Sircom)

Avec près de 100 agents et près de 40 métiers, le Sircom exerce trois missions : il apporte d'une part un appui aux Ministres et leurs cabinets dans la conduite de leurs actions de communication (presse, événementiel, études, etc.) ; il est en charge, d'autre part, de la communication interne, et enfin de la communication externe des ministères. À cet effet, il développe la communication de premier niveau en direction des particuliers et des entreprises dans le cadre d'une démarche centrée sur leurs besoins d'information.

La délégation « Synthèse, coordination, innovation » (DSCI)

La DSCI, créée en 2018, a notamment vocation :

- à animer la concertation avec les directions et à coordonner les travaux relatifs aux plans de transformation ministériels, en vue d'en assurer la synthèse et le suivi ;
- à assurer la relation avec la DITP sur tous les sujets de transformation que celle-ci pilote en interministériel ;
- à apporter son conseil sur les projets de transformation au sein des ministères, ou son soutien en y participant.

La délégation est associée aux travaux sur la transformation numérique, en lien étroit avec la délégation aux systèmes d'information.

La DSCI s'appuie, en outre, sur la mission innovation chargée d'initier, d'expérimenter et de favoriser les actions ministérielles visant à développer une culture de l'innovation et à développer des services et modes de travail innovants.

Le service de l'environnement professionnel (SEP)

SEP, qui compte plus de 1 000 collaborateurs, est structuré en deux pôles dédiés au fonctionnement des cabinets ministériels et des services centraux, et à la qualité de l'environnement professionnel des 15 000 agents qui en relèvent.

La sous-direction du cadre de vie regroupe les équipes en charge de l'entretien des bâtiments et de la sécurité des services centraux (Bercy et les sites d'Ile-de-France soit 380 000 m²) ainsi que l'ensemble des équipes en charge de la logistique et des prestations de services (accueil, gestion du centre de conférences, reprographie...). Cette sous-direction est également chargée des aménagements et du schéma pluriannuel de stratégie immobilière, de la politique de documentation et des archives ministérielles et du centre de traduction. Elle englobe les agents affectés à l'hôtel des ministres et ceux en charge des prestations automobiles. Enfin, elle a en charge avec la MISSIM la sûreté du site de Bercy et des annexes. La sous-direction de l'informatique des services centraux est en charge des infrastructures informatiques et de télécommunications, du déploiement des postes de travail et des services aux utilisateurs ainsi que des projets informatiques des services centraux.

La délégation aux systèmes d'information (DSI)

Composée d'une vingtaine de collaborateurs, la DSI impulse et met en œuvre une gouvernance ministérielle des systèmes d'information (SI), intégrant les orientations interministérielles.

Elle coordonne le développement du numérique au sein des MEF et pilote des projets communs (comme le SIRH ministériel « SIRHIUS »).

Elle anime le comité stratégique des SI, en charge notamment de s'assurer de l'adéquation des moyens (près de 400 M€), du pilotage du plan d'investissement ministériel SI, du suivi des projets informatiques sensibles et de l'élaboration d'une feuille de route ministérielle des infrastructures et services informatiques.

Le service du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (SHFDS)

Le service du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité compte plus de 60 collaborateurs. Il est chargé d'assurer une mission de conseil et d'assistance des ministres pour toutes les questions relatives aux mesures de défense et de sécurité, et aux situations d'urgence affectant la défense, la sécurité et la vie de la nation. Il coordonne les mesures de continuité économique en cas de crise et il assure, dans les structures administratives et les entreprises relevant de la compétence du ministère, la sécurité des infrastructures et des activités d'importance vitale (SAIV), la protection du potentiel scientifique et technique (PPST), la protection du secret de la défense nationale (PSDN) et la sécurité des systèmes d'information (SSI).



Coordonner et accompagner la transformation des ministères

Le SG joue un rôle de coordination
et de pilotage des plans de transformation ministériels.

LES PLANS DE TRANSFORMATION MINISTÉRIELS

LE CHIFFRE À RETENIR

7

démarches d'innovation, de transformation et/ou de co-construction,

accompagnées dans la durée par le BercyLab : plan égalité professionnelle, réforme des IRA, développement de l'intrapreneuriat dans les organisations, évolutions du SG...

+40

ateliers collaboratifs

La coordination de la modernisation des ministères économiques et financiers est une mission historique du SG. À ce titre, il a construit les « feuilles de route » des deux ministères, en liaison avec les directions et les cabinets, décidées dans le cadre de la démarche interministérielle de transformation de l'action publique.

Conformément aux orientations fixées par le Président de la République et le Premier ministre, chaque ministère a élaboré en 2018 un plan de transformation ministériel (PTM) qui constitue la feuille de route des transformations à conduire au cours des prochaines années.

Ces plans regroupent chacun une trentaine de réformes et ont été élaborés en lien étroit avec les directions en charge de mener les réformes et publiés à l'occasion du comité interministériel de la transformation publique (CITP) du 29 octobre 2018.

Le PTM du ministère de l'action et des comptes publics (MACP) comprend des chantiers comme le prélèvement à la source ou la réforme du recouvrement fiscal et social, la mise en œuvre la loi ESSOC afin de garantir l'effectivité du droit à l'erreur dans l'ensemble des services publics, de promouvoir une relation de confiance et de renforcer la transparence vers les usagers, particuliers et entreprises, la simplification des procédures budgétaires et comptables et l'allègement des contrôles, ou encore la réorganisation des réseaux territoriaux du MACP en tenant compte des besoins de proximité.

Au sein du PTM du MEF figurent par exemple les chantiers visant à mettre en œuvre la loi PACTE, à porter la stratégie de la France dans l'agenda européen et international, via notamment la présidence française du G7, à renforcer l'attractivité de la France pour les investissements étrangers, à faire vivre la politique industrielle et la politique d'innovation à travers le renforcement de la compétitivité de l'industrie française et le développement de l'initiative «territoires d'industrie», ou encore à réformer le ministère.

Le SG accompagne les directions dans le suivi de la mise en œuvre des PTM. Il apporte un appui spécifique dans certains cas, par exemple pour la réforme des pôles 3E des DIRECCTE, sur la conduite du dialogue social et l'accompagnement RH des agents, en lien étroit avec la DGE, la DG Trésor et le ministère du Travail.

Parallèlement au PTM, le SG promeut une vision transversale des actions menées au sein des ministères dans les domaines contribuant à la transformation publique : la transformation numérique et la culture de l'innovation, la participation des ministères aux évolutions de l'organisation territoriale de l'État (OTE), la simplification des procédures, la déconcentration des décisions administratives individuelles ou encore l'effectivité de la mise en œuvre sur le terrain des dispositions de la loi ESSOC.

En parallèle, l'IGPDE a structuré son offre de formation pour mieux accompagner les agents et les managers avec le cycle de formation «Evolutions et transformations de l'action publique» destiné aux cadres supérieurs des ministères, la filière «Transformation de l'action publique» offre des formations visant à améliorer la relation entre les usagers et les agents ou bien le lancement de la revue «Action publique. Recherche et pratiques?».

Enfin, avec le BercyLab, les projets de transformation ont pu être accompagnés dans une logique d'accélération, en s'appuyant sur un réseau de facilitateurs, dans un lieu adapté.



En 2018

1^{er} fév.

Tenue du premier comité interministériel de la transformation publique (CITP) présidé par le Premier ministre

4 juin

Circulaire du Premier ministre demandant la formalisation par chaque ministère d'un plan de transformation

29 oct.

Tenue du 2^e CITP à l'issue duquel ont été rendus publics les PTM de l'ensemble des ministères

9 nov.

Première conférence thématique du cycle «Evolutions et transformations de l'action publique»

13 nov.

& 4 déc.

Premières réunions bilatérales de suivi de chacun des deux PTM à Matignon

DIALOGUE SOCIAL

Associé à la démarche de modernisation, le SG a la responsabilité de l'animation du dialogue social ministériel. Il est également chargé du dialogue social de l'administration centrale.



L'INTERVIEW

Quels ont été les facteurs de réussite du projet de mise en œuvre des élections professionnelles 2018 en mode électronique ?

Pour ce projet inédit, la priorité a été d'organiser la concertation la plus étroite possible avec tous les acteurs concernés.

Une équipe dédiée, mixte, constituée du Bureau de l'organisation du dialogue social et de la Délégation aux systèmes d'information, a été constituée. Elle a piloté et coordonné toute l'opération avec l'ensemble des directions organisatrices des scrutins, et a conduit un dialogue social très approfondi avec les représentants du personnel tout au long des différentes étapes du projet.

Eric Regazzo
Bureau du dialogue social

Le SG a ainsi animé en 2018 un très grand nombre d'instances : 3 CTM, 4 CTAC, 2 CNAS, 4 CHSCT M, 11 CHSCT C et 38 groupes de travail. Dans ce cadre, plusieurs thèmes ont été abordés, au premier rang desquels la préparation des élections professionnelles qui se sont déroulées du 29 novembre au 6 décembre selon des modalités renouvelées, le vote électronique. Plusieurs autres thèmes ont fait l'objet d'une attention particulière.

La réorganisation des pôles 3E des DIRECCTE, avec le recentrage des missions de développement économique, a donné lieu à de nombreux échanges avec les représentants des personnels de nos ministères et des ministères sociaux. Ils ont porté sur la modification de l'organisation et de l'accompagnement des agents impactés par cette réforme.

Un cycle de travail a également été engagé sur l'action sociale. Son objectif est d'approfondir pour les différentes prestations (logement, restauration, vacances, loisirs) les voies d'amélioration pour mieux répondre aux besoins des agents.

Les travaux ministériels ont été poursuivis sur le deuxième plan ministériel santé, sécurité et conditions de travail qui ont notamment permis d'élaborer et de diffuser un guide sur la prise en compte des conditions de travail dans la conduite de projets. Les échanges ont aussi été engagés pour l'élaboration du troisième plan ministériel sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes 2019-2021.

Enfin, le thème de l'amiante a fait l'objet d'une coordination renforcée qui a porté sur la prise en charge du risque amiante, dans le processus RH avec l'actualisation du guide de prévention et un suivi renforcé de différents sites, ainsi que sur les problématiques propres aux archives.

En administration centrale, le dialogue social a plus particulièrement porté sur l'organisation des élections professionnelles ainsi que sur divers aménagements de l'organisation au sein des directions.



ZOOM SUR...

Les élections professionnelles

Les ministères se sont pleinement mobilisés dans la préparation et la tenue des élections professionnelles, qui représentent un évènement important, avec le renouvellement de 190 comités techniques, et de 524 commissions administratives paritaires et commissions consultatives paritaires, soit près de 50 000 candidatures et 140 000 électeurs. Les résultats de ces élections ont permis de composer, par ailleurs, l'ensemble des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, ainsi que le conseil national et les conseils départementaux de l'action sociale.

Ces élections professionnelles, qui se sont tenues du 29 novembre au 6 décembre, se sont déroulées pour

la première fois en mode électronique pour l'ensemble des scrutins de toutes les directions et services de Bercy. Il était possible de voter par internet depuis son poste de travail ou avec tout terminal connecté (ordinateur, tablette ou smartphone) 24h/24h en toute confidentialité et avec le maximum de sécurité. Les organisations syndicales ont été associées au plus près à toutes les étapes de la préparation et du déroulement de l'opération.

73,49 % des électeurs ont participé à ces élections, ce qui représente un des taux de participation les plus élevés parmi les administrations de l'État, et le scrutin s'est déroulé dans de bonnes conditions.

La réussite du projet constitue une étape importante pour la bonne marche et la qualité du dialogue social. L'introduction réussie du vote électronique marque un jalon décisif pour la modernisation de nos ministères et l'acculturation au numérique.

En 2018

9-14 avr.
élections test

18 juil.
arrêté
d'organisation
du vote
électronique
par internet des
personnels relevant
des MEF

12 oct.
publication
des listes
de candidats

29 oct.
ouverture
du portail Électeur

29 nov.
7 h ouverture
du scrutin

6 déc.
16 h clôture
du scrutin et
proclamation
des résultats

DÉVELOPPER LES USAGES DU NUMÉRIQUE

LE CHIFFRE À RETENIR

15 M€

et 51 projets retenus

au titre du fonds
de transformation ministériel
pour soutenir des projets
de modernisation innovants.

Le SG est pleinement engagé dans la transformation numérique, aussi bien pour favoriser des solutions innovantes dans les MEF que pour accompagner l'ensemble des agents.

En 2018, 15 M€ ont été consacrés à l'accompagnement des transformations au moyen d'un appel à projets ministériel. 51 projets ont été retenus et ont couvert l'ensemble des directions. Ils faisaient appel à des méthodes de travail plus collaboratives, de l'idéation, des étapes itératives et apprenantes :

- l'amélioration des outils numériques des agents, en facilitant le nomadisme des agents (administration centrale), mais également les terminaux mobiles des enquêteurs de l'INSEE, la rénovation et l'élargissement du système de visioconférence de Bercy de nouvelle génération ou encore la numérisation des dossiers individuels des agents (CISIRH - DGFIP) ;
- la réalisation de *chatbots* d'assistance aux utilisateurs internes et externes (AIFE, CISIRH, DGFIP), le recours aux technologies d'intelligence artificielle pour la lutte contre la fraude fiscale et financière (TRACFIN, DGFIP), ou encore l'expérimentation des usages de la *blockchain* dans la comptabilité-matières avec des entreprises (DGDDI), ou le *sourcing* des fournisseurs (DAE).

En parallèle, le SG a mené des actions pour accompagner les agents dans la transition numérique : acculturation avec la mise en valeur du numérique sur le site BercyNum (20 000 visiteurs en 2018) et mise en œuvre de projets et événements autour du numérique : développement des compétences avec la mise en place de formation dédiées au numérique à l'IGPDE, lancement de la deuxième saison du passeport numérique ou encore expérimentation du mentorat inversé !

2018 aura également été l'occasion pour les MEF de conduire à bien des projets innovants dans les modes de construction, avec une forte collaboration des agents et en contact direct avec des entreprises. Il s'agit à la DGE de la start-up «signaux faibles» pour détecter plus tôt les entreprises en difficulté, ou à la DGCCRF de la start-up «J'alerte la DGCCRF» pour signaler des anomalies chez les commerçants ou encore d'une plateforme numérique participative des agents pour élaborer la nouvelle stratégie de la DG Trésor.



En 2018

déc. 2017-avr. 2018

expérimentation de l'application ESTEVE pour la dématérialisation des entretiens professionnels de la campagne d'évaluation 2018 pour la DAJ et la DB

avr.

un pas de plus vers la dématérialisation des courriers des cabinets ministériels avec ELISE

avr.-juin

bascule de la gestion du temps et absences sur SIRHIUS

juin

première version du plan de transformation numérique des MEF

sept.

lancement du projet DIADEM (dématérialisation des dossiers individuels des agents) qui contribue à l'objectif zéro papier

nov.

le portail M@RH est primé à BercyINNOV

nov.-déc.

premières élections professionnelles 100 % numériques

CULTIVER L'INNOVATION



L'INTERVIEW

Que révèle le succès de la deuxième édition de BercyINNOV ?

BercyINNOV 2018 a été un révélateur de la curiosité des collaborateurs des MEF pour l'innovation et de leur souhait d'expérimenter d'autres méthodes de travail. Tous les services et directions de Bercy ont été représentés : les collaborateurs ont présenté des innovations internes dans différents domaines et accessibles à tous. L'évènement permet ainsi à tous de s'inspirer, et surtout d'être stimulés. La particularité de cette seconde édition se trouve aussi dans les nouveaux formats proposés aux agents : un BarNum, une soirée, un atelier culinaire et des expériences d'innovation. Le succès de BercyINNOV repose essentiellement sur le travail d'équipe mené par les services du SG : BercyINNOV est révélateur de nouvelles méthodes de travail plus collaboratives et transversales entre les services du SG.

Hortense RIAUX
Mission Innovation

Le SG mène une stratégie active et globale pour favoriser l'émergence et la diffusion d'une culture de l'innovation et outiller les projets de transformation.

BercyLab, créé en 2017 pour servir de lieu de co-construction du projet de loi PACTE, s'est ouvert dès janvier 2018 à l'ensemble des directions des MEF. Le BercyLab offre ainsi un lieu adapté à de nouveaux usages collaboratifs mais aussi un dispositif d'accompagnement par des facilitateurs internes et externes. En 2018, 28 projets et 15 directions et services des ministères ont été accompagnés.

Un parcours de formation destiné à constituer un réseau de facilitateurs a également été expérimenté et une quinzaine d'agents ont suivi ce parcours en 2018.

Parallèlement, des actions favorisant la diffusion de la culture de l'innovation ont été mises en œuvre comme BercyINNOV ou le Pass Innov.

Pour sa deuxième édition, l'évènement BercyINNOV a été un très grand succès : 1 400 participants, venus découvrir, échanger et partager des projets et expériences innovants présentés par 123 exposants et pitchers.

Le Pass Innov, avec près d'une centaine d'agents qui ont expérimenté ce dispositif, est destiné à favoriser la diffusion d'une culture de l'innovation. Parcours à la carte d'acculturation à l'innovation, il propose des modules courts pour s'approprier des méthodes et pratiques innovantes autour de la créativité ou de la prise de décision collective.



ZOOM SUR...

« Un parcours numérique et personnalisé pour préparer sa retraite »

Le parcours usager côté retraite s'appuie sur des services numériques et un accueil multicanal par des conseillers experts. Depuis février 2018, l'utilisateur peut consulter directement le contenu détaillé de son

compte individuel retraite (CIR), réaliser des simulations en autonomie, demander des corrections d'éléments de son compte. Ultérieurement, il pourra effectuer sa démarche de départ en retraite en ligne en dialogue direct avec le SRE pendant les 6 mois précédant le départ. En cas de difficultés (compréhension ou questions réglementaires), il bénéficie d'un accompagnement ou d'un rendez-vous avec un conseiller expert.

En 2018

juil.

BarNum hall
Bérégovoy pour
le mentorat inversé

6 sept.

conférence à
l'ENFIP Noisiel

20 – 21 sept.

1^{re} session de
formation des
facilitateurs
internes

22 oct.

1^{re} session
du Pass Innov

13 nov.

BercyINNOV

L'innovation prend ses quartiers à Bercy

Deux dynamiques complémentaires sont en jeu dans l'innovation à Bercy : l'une portée par la mission innovation, l'autre par les agents et les services.

BercyINNOV est la résultante de ces deux dynamiques.

1. Les agents des directions et services innovent...

DIADEM

Une application, accessible à partir de l'espace SIRHIUS, qui permet la dématérialisation du dossier RH de l'agent.

ESTEVE

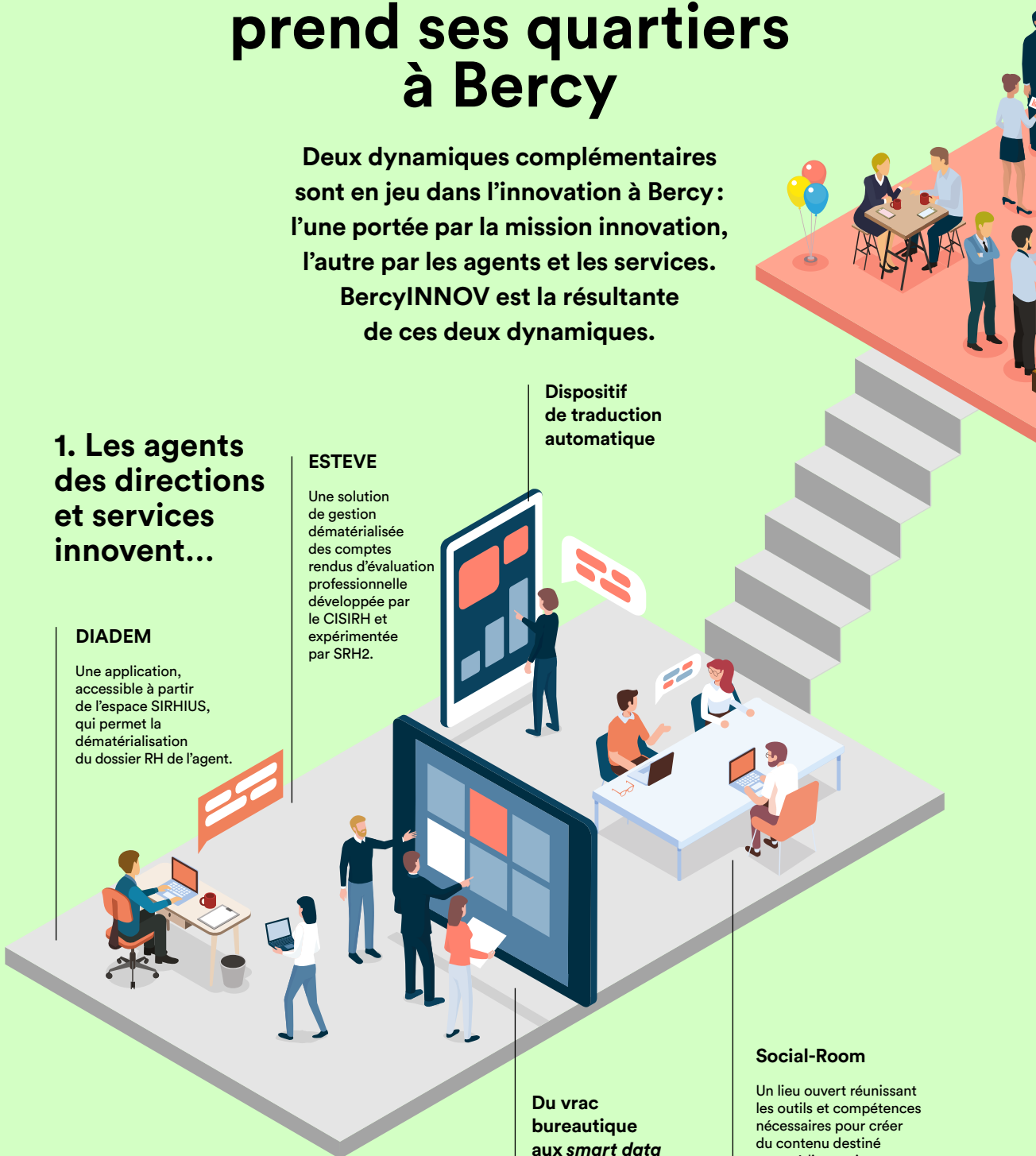
Une solution de gestion dématérialisée des comptes rendus d'évaluation professionnelle développée par le CISIRH et expérimentée par SRH2.

Dispositif de traduction automatique

Social-Room

Un lieu ouvert réunissant les outils et compétences nécessaires pour créer du contenu destiné aux médias sociaux.

Du vrac bureautique aux smart data



3. BercyINNOV :
1400 visiteurs sont venus
découvrir, échanger
et partager. 123 exposants
et pitcheurs ont partagé
leurs innovations.

*« BercyINNOV, ce sont
des agents qui parlent aux
agents de Bercy pour favoriser
le partage et les synergies
entre eux. »*

Isabelle BRAUN-LEMAIRE,
Secrétaire générale des MEF

La formation Facilit' à cœur et le Pass Innov

2 parcours de formation,
l'un à destination des
correspondants innovation
du SG pour apprendre
à faciliter des sessions
collaboratives, l'autre à
destination des agents des
MEF pour se familiariser
avec des méthodes et outils
facilement réutilisables au sein
de leur structure.

**2. La mission
innovation
développe les
conditions pour
que les agents
puissent innover.**

BercyLab

Un lieu et une offre d'appui
pour accélérer les projets de
transformation des directions
et des cabinets à travers
une équipe de facilitateurs
spécialement formés aux
démarches collaboratives.

LA COMMUNICATION, INFORMER ET ACCOMPAGNER



L'INTERVIEW

Comment la communication accompagne la transformation du SG ?

L'un de nos enjeux est d'accompagner la transformation du SG en valorisant notamment les actions ponctuelles comme les projets de plus long-terme. C'est pourquoi nous avons développé une communication plus forte et plus structurée. Notre objectif est de fédérer davantage les collaborateurs du SG pour renforcer notre unité et notre capacité à aller de l'avant.

Les actions que nous menons s'inscrivent dans cette démarche globale. Notre objectif est de montrer davantage ce qui avance et de créer une dynamique positive de changement. Par ailleurs, nous avons développé l'information de l'ensemble des agents, au-delà du seul SG, par exemple au travers des flashs SG, en repensant des événements qui s'adressent à tous.

Emilie Dibos-Coutant
Sircom

Le SG remplit 3 missions essentielles : l'accompagnement des cabinets et des directions, la communication externe et la communication interne des MEF.

En 2018, la mission d'appui aux Ministres et à leurs cabinets dans leurs actions de communication a été renforcée : relations avec la presse, évènementiel, communication digitale, campagnes et actions de communication, souvent menées en partenariat avec les directions des ministères (par exemple la campagne PAS avec la direction générale des finances publiques). Parallèlement, la communication à destination des publics externes des ministères, et en particulier la stratégie digitale mise en œuvre depuis trois ans (voir infographie), a franchi un nouveau cap en 2018 avec près de 500 000 abonnés aux lettres d'information, 37 millions de visites sur le portail economie.gouv.fr et 230 000 contacts sur les réseaux sociaux des ministères.

Par ailleurs, le SG a lancé en 2018 une « social room » expérimentale. Le but : humaniser les réseaux sociaux des ministères économiques, créer plus de proximité avec les citoyens ou encore favoriser les interactions.

La « social room » c'est un lieu dans lequel, grâce à l'association d'une équipe pluridisciplinaire et d'équipements audio et vidéo il est possible de réaliser des *tchats*, des interviews vidéo d'experts et des émissions de social TV en direct sur les réseaux sociaux. Depuis le lancement de cette expérience, des Facebook live, des interviews et des mini vidéos ont été diffusés en collaboration avec 10 directions et services des ministères économiques et financiers.



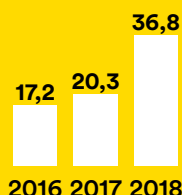
STRATÉGIE NUMÉRIQUE

Le portail economie.gouv.fr



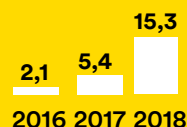
36,8
millions
de visites
en 2018

SITE GOUVERNEMENTAL



DONT Les espaces Bercy Infos Particuliers et Bercy Infos Entreprises

15,3
millions
de visites
en 2018



Réseaux sociaux



COMMUNAUTÉ GLOBALE
@ECONOMIE_GOUV

230 000
abonnés en 2018
vs 130 000 en 2016

Deux lettres d'information

Créées en 2016



lettres d'information
gouvernementale
en nombre d'abonnés
en 2018

Près de
500 000
abonnés en 2018



Adapter les espaces de travail et lieux de convivialité aux nouveaux usages

La rénovation des espaces de travail s'est poursuivie en 2018 avec plusieurs chantiers et l'appui apporté par le SG à des projets directionnels. En parallèle, le SG s'est attaché à valoriser et développer les services proposés aux agents de l'administration centrale pour faciliter leur quotidien.

POURSUIVRE LES AMÉNAGEMENTS DES ESPACES

LE CHIFFRE À RETENIR

23

bâtiments

gérés en 2018 en travaux
et maintenance/exploitation
technique et logistique avec
les équipes des services aux
bâtiments (Paris, Ile-de-France
et Nantes).

En 2017, une démarche a été initiée pour améliorer certains espaces communs de l'administration centrale en recherchant une plus grande convivialité et une meilleure prise en compte des besoins des agents.

Les aménagements des halls des bâtiments Colbert et Vauban, ainsi que de l'allée Jean Monnet ont été les premières réalisations.

Cette démarche a été prolongée en 2018 avec une extension des aménagements des halls et extérieurs dans d'autres bâtiments (Sully, Turgot, Montreuil Les Allées, Montreuil Blanqui, Chevaleret).

Elle a aussi été étendue aux espaces communs de travail : bureau de passage rénové dans le bâtiment Colbert et création d'autres espaces nomades, aménagement de salles collaboratives, définition d'un programme de rénovation des salles de réunion pour intégrer davantage de modularité et d'usages numériques. Ces premières salles «twenty» ont été livrées en 2019.

L'année 2018 a par ailleurs été marquée par l'installation de l'INSEE dans un nouveau bâtiment à Montrouge, le White, dont les espaces ont été conçus pour intégrer les attentes nouvelles des occupants (voir Zoom).



ZOOM SUR...

Le White à Montrouge

En 2018, les services du SG ont accompagné l'emménagement de 1 200 agents de l'INSEE dans cet immeuble « dernière génération », pensé pour les utilisateurs et dans le respect de l'environnement, offrant des espaces de convivialité en extérieur (terrasses et patio), en intérieur (tisaneries) ainsi que des salles de réunion, en nombre suffisant, adaptées aux nouveaux usages.

Le dépôt volontaire de ses déchets individuels en conteneur collectif est expérimenté sur le nouveau site. Ce type de tri, qui permet de responsabiliser chaque agent quant à sa production de déchets, répond aux préconisations du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Sur le même site, un mur végétalisé a été mis en place pour un coût maîtrisé. Ce type d'aménagement présente un intérêt écologique : il contribue à l'accroissement de la biodiversité et à la réduction de la pollution de l'air.

En 2018

mars

emménagement des 1 200 agents de l'INSEE dans le nouveau bâtiment White à Montrouge

mai

mise à disposition de tables et de chaises à l'extérieur à Montrouil Les Allées et Montrouil Blanqui

juin

ajouts de tables, bancs et chaises plus colorés et plus grands dans l'allée Jean Monnet au 139 rue de Bercy

juin – oct.

installation de camions-restos entre deux et quatre fois par mois le mardi midi

juil.

réaménagement du hall Turgot

sept.

parution de la brochure « nouveaux espaces, travail, convivialité... toutes les questions que vous vous posez ! »

oct.

réaménagement et réouverture du hall Sully

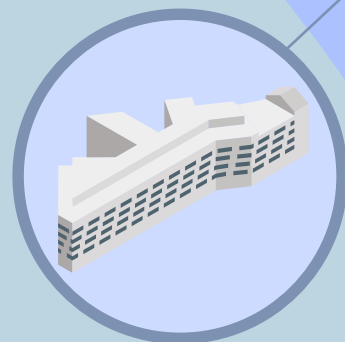
Aménagement des lieux de convivialité et de travail

Le chantier des nouveaux aménagements a été poursuivi et amplifié. Objectifs : développer la qualité de vie au travail, un engagement qu'il a fallu décliner avec méthode.

**Une consigne : On teste – On évalue
– Si ça fonctionne – On déploie.**

**Des usages : On s'isole – On travaille
à plusieurs – On se détend
– On se rencontre.**

Après le succès rencontré lors de l'expérimentation sur l'aménagement des halls sur le site de Bercy, ces nouveaux aménagements ont été déployés sur les autres sites des ministères économiques et financiers.



Montrouge :

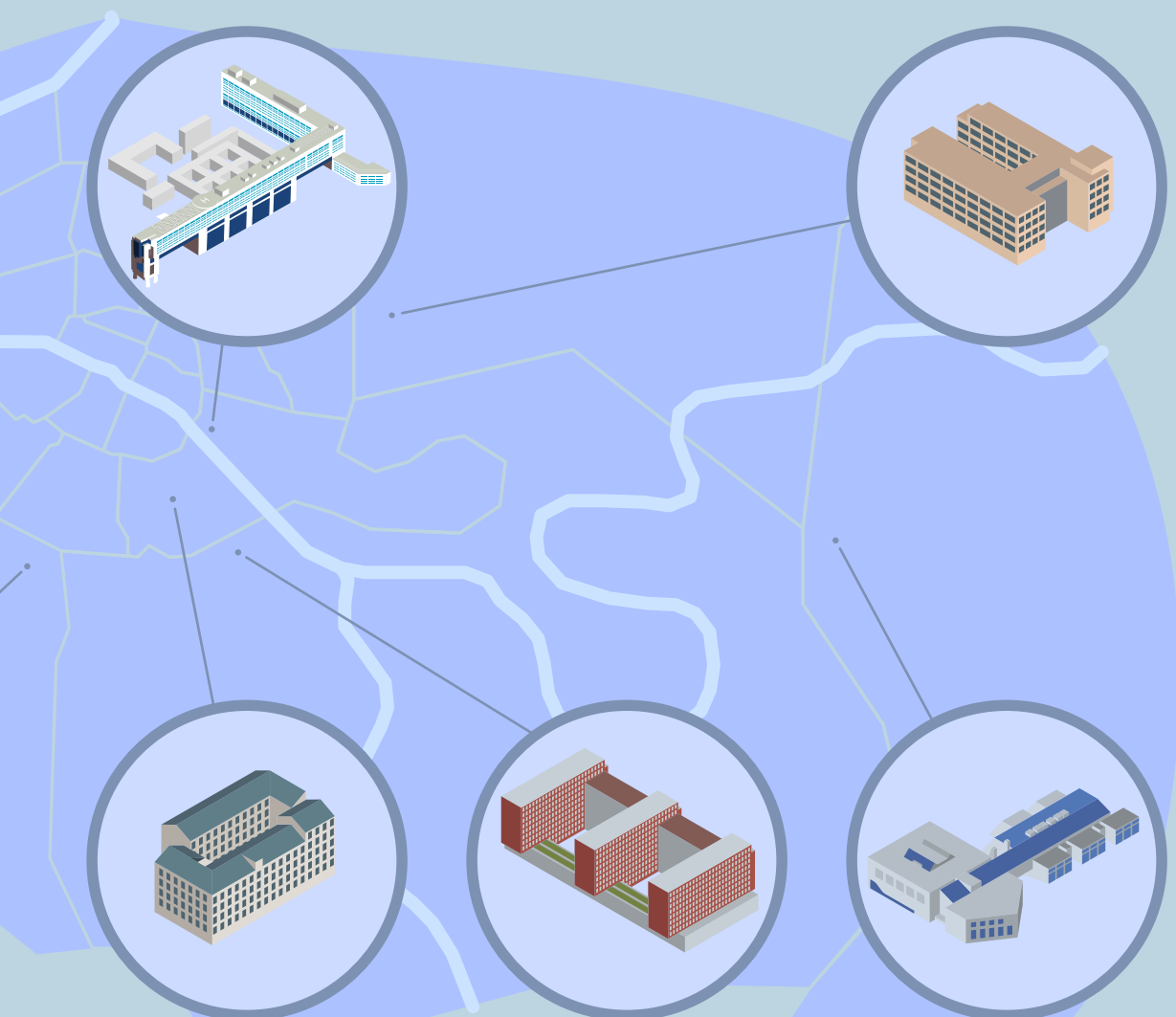
En mars 2018, installation de l'INSEE à Montrouge dans un nouvel immeuble : le White.

Bercy :

Salle visio visiby à Colbert,
"social room" à Vauban,
réaménagement des halls
Turgot et Sully, bureau
de passage à Colbert...

Montreuil :

En mai 2018, du mobilier
extérieur est mis
à disposition des agents
à Montreuil Les Allées
et Montreuil Blanqui.



Vincent Auriol :

Réaménagement
d'une salle de convivialité
et de créativité dans
le bâtiment Vincent Auriol
(XIII^e) et mise à disposition
de mobilier extérieur.

Ivry :

Deux types d'espaces
de travail ont été réalisés
en 2018 dans le bâtiment
Irène Joliot Curie,
un espace type *open-
space* et un espace
collaboratif.

Noisiel :

En 2018 réaménagement
du centre informatique.

DÉVELOPPER LES SERVICES AUX AGENTS

LE CHIFFRE
À RETENIR

1 000

collaborateurs

de Bercy dotés d'une solution
nomade modernisée
avec TOTEM.

**2018 a été une année fructueuse
pour le développement des services
aux agents de Bercy : amélioration de
leur environnement numérique, mise en
place d'une conciergerie pour faciliter
la vie quotidienne des agents...**

En 2018

jan. – juin

mise en place
de la nouvelle
infrastructure Wi-Fi

mai

lancement de
« mes services
conciergerie »

juil. – déc.

déploiement
du projet TOTEM

S'agissant de l'environnement numérique, le SG a développé en 2018 de nouveaux outils et services : nouvelle infrastructure Wi-Fi à destination des agents et des visiteurs permettant l'accès à ses données en situation de mobilité en toute sécurité, et développement d'un nouveau dispositif d'accès à distance aux ressources informatiques (TOTEM) qui permet de travailler « comme au bureau ».

Ces services ont été également rendus plus lisibles et visibles avec la conception d'un guide pratique des services informatiques à destination des agents. Ce guide a vu le jour en 2019, il sera le premier de la collection « Les guides pratiques du SG ».

De nombreux services sont proposés en outre aux agents de l'administration centrale depuis plusieurs années par les associations (AGRAF, ALPAF, Place des Arts, CSMF, Coop, ATS-CAF...). En 2018 a été décidé de regrouper tous ces services sous le label « mes services conciergerie », afin de les rendre plus visibles et de les enrichir. De nouveaux services ont été depuis régulièrement proposés et mis en place : nettoyage de voitures, réparation de vélos...



L'INTERVIEW

Comment la nouvelle infrastructure Wi-Fi répond-t-elle mieux aux attentes des agents ?

Le réseau Wi-Fi précédent était obsolète et ne répondait plus aux exigences de sécurité.

La nouvelle infrastructure Wi-Fi a été déployée sur les 6 premiers mois de 2018 et se décline en 3 réseaux. Plusieurs objectifs étaient visés :

- répondre aux attentes des visiteurs avec un accès internet plus performant (Bercy-visiteur)
- permettre aux agents de naviguer sur internet avec un filtrage moins sévère (Bercy-Internet),
- répondre aux besoins d'itinérance du personnel à l'intérieur des bâtiments pour qu'ils aient la même ergonomie qu'à leur bureau (Bercy-Intranet).

La couverture Wi-Fi, en plus des salles des réunions, a aussi pu être étendue aux espaces communs de convivialité, notamment dans les halls Colbert et Vauban.

Gino Floricourt
SEP

mes
serv/ces
conclergerje

ZOOM SUR...

« mes services conciergerie »

Il existe à Bercy, mais aussi sur d'autres sites, un grand nombre de services utiles au quotidien : restauration, réparation de vélos, location de DVD, pressing...

Pour leur donner plus de visibilité, il a été décidé en 2018 de les regrouper sous le nom de « mes services conciergerie » et d'y associer une signalétique claire et lisible.

Depuis le lancement de « mes services conciergerie », un comité de pilotage se réunit chaque mois pour décider de la mise en place de nouveaux services.

Une semaine avec « mes services conciergerie »

« mes services conciergerie » est le nom qui a été donné en 2018 au regroupement de services utiles au quotidien, disponibles à Bercy mais aussi sur d'autres sites des MEF.

Ce sont des prestations proposées pour améliorer le quotidien des agents : restauration, moyens de locomotion, sport, etc.

**Retrouvez
le détail de tous
ces services sur Alizé**

Lundi

07h30

**Recharger
ma voiture
électrique**



Jeudi

14h00

**Me ravitailler
à la Coop**



SE RESTAURER

- 01 Cafétéria Vauban
- 02 Restaurants AGRAP Daumesnil, Diderot, Reuilly et Sully
- 03 Restaurant Le Club, pour les agents et leurs invités
- 04 La supérette gérée par la Coop

GAGNER DU TEMPS

- 05 La Poste Machine à affranchir, conseiller
- 06 Distributeur de billets
- 07 La mutuelle MGEFI
- 08 Photos d'identité
- 09 Objets trouvés/perdus
- 10 Les services de la Coop
- 11 Entretien de vélos et nettoyage de voiture

Mardi

08h00

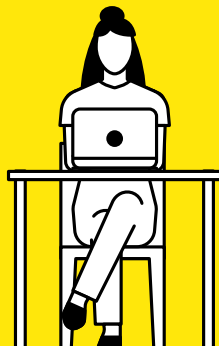
**Faire une
demi-
heure
de sport**



Mercredi

10h30

**Travailler
au bureau
de passage**



Vendredi

18h30

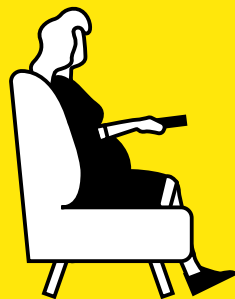
**Prendre
mon billet
de train
pour le
week-end**



Samedi

20h30

**Regarder
un film
en VOD**



SE CULTIVER ET S'INFORMER

- 12 Le centre d'activités sportives et culturelles (CASC)
- 13 Association touristique sportive et culturelle des administrations financières de Paris (ATSCAF)
- 14 Place des Arts
Prêts de livres, liseuses, CD, DVD, VOD, expositions, rencontres dédicaces, concerts, etc.

- 15 Le kiosque
Revue et journaux en consultation libre
- 16 Délégation départementale de l'action sociale de Paris : consultations spécialisées avec des avocats, notaires, psychologues ou conseillers en économie sociale et familiale

RESTER EN FORME

- 17 Club sportif du ministère des finances (CSMF)
Culture physique, musculation, cardio, yoga, badminton, tennis de table, arts martiaux et sports collectifs
- 18 Association touristique sportive et culturelle des administrations financières de Paris (ATSCAF Paris)

SE DÉPLACER

- 19 Bornes de recharge pour véhicules électriques
- 20 Commander, retirer, échanger des billets à la borne SNCF



Une politique RH adaptée aux nouveaux enjeux

Plusieurs chantiers RH conséquents ont été menés en 2018 que ce soit en matière d'encadrement supérieur, d'attractivité, d'accompagnement RH des transformations, d'égalité professionnelle ou d'action sociale ministérielle.

FAIRE ÉVOLUER LA POLITIQUE RH DE L'ENCADREMENT SUPÉRIEUR

ZOOM SUR...

Le mentorat inversé

(primé aux Victoires
des Acteurs Publics 2019)

Lancé par la mission innovation en 2017, le dispositif de mentorat inversé a pris son essor en 2018 avec plus d'une quarantaine de mentorats engagés en 2018.

Arrivée à maturité, cette expérimentation a permis de transférer le dispositif à l'IGPDE qui pourra l'ajouter à son offre de services et permettre un déploiement plus large au sein des ministères économiques et financiers.

En 2018, le SG a poursuivi ses actions pour renforcer la gestion des cadres supérieurs et pour développer leur accompagnement.

Afin de renforcer l'identité et l'attractivité des MEF, pour la première fois, une brochure ministérielle unique à destination des élèves de l'ENA a été réalisée en lien avec les directions. Elle insiste notamment sur la richesse et la diversité des parcours professionnels proposés aux administrateurs civils au sein de nos ministères et la richesse de nos missions. La journée de présentation des postes à la sortie de l'ENA, qui s'est déroulée le 14 novembre 2018, a été entièrement repensée. Cela s'est notamment traduit par une présentation commune de la secrétaire générale et des directeurs de Bercy.

Enfin, la journée d'accueil des élèves de l'ENA a été l'occasion de favoriser la transversalité et le décroisement des viviers des MEF. 35 cadres supérieurs nouvellement affectés au sein de Bercy (17 administrateurs civils, 6 inspecteurs des finances, 6 administrateurs INSEE, 4 ingénieurs des mines et 2 ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts) ont ainsi été conviés à une journée commune d'accueil, organisée le 8 janvier 2019. L'ensemble des cadres supérieurs nouvellement affectés au sein de nos ministères a été reçu à l'hôtel des ministres par le Secrétaire d'État, Olivier DUSSOPT puis convié au BercyLab pour une série d'interventions autour des chantiers de transformation.

Mis en œuvre en 2016, avec initialement 12 engagements, le plan managérial ministériel a été actualisé début 2018 et contient désormais 16 engagements. Les nouveaux engagements concernent l'amélioration de la qualité de vie au travail, l'environnement de travail et la modernisation des outils numériques.

Les cadres supérieurs de Bercy ont en particulier pu bénéficier cette année de nouveaux outils d'accompagnement. Plus de 100 cadres des directions de Bercy ont réalisé un test d'autodiagnostic de leurs préférences managériales, suivi d'un débriefing avec un coach.



Le SG a par ailleurs continué de favoriser le développement du coaching ou l'organisation de la deuxième édition de la Quinzaine des cadres supérieurs proposant 25 formations à l'IGPDE autour de l'essentiel du management, du management à l'ère digitale et du développement des potentiels.



L'INTERVIEW

Quelle évolution pour le CMFI ?

La refonte du CMFI engagée cette année a permis d'introduire de nouvelles méthodes pédagogiques participatives, destinées à susciter des échanges inter-directionnels au sein de la promotion. Dans cet esprit, 3 groupes de travail inter-écoles ont été mis en

place pour amener les élèves à réfléchir sur les nouveaux enjeux des MEF à travers les thèmes suivants : « le nouveau manager numérique », piloté par l'ENFiP ; « l'Administration et blockchain », piloté par l'END ; « Bercy en 2030 », piloté par l'ENCCRF. 41 élèves ont ainsi produit une synthèse de leurs travaux sous la forme d'une vidéo originale et ludique.

LE CHIFFRE À RETENIR

340

cadres de Bercy

ont été formés au développement de la culture managériale. Au total, ce sont 28 actions de formation, 82 sessions, des ateliers de découverte de pratiques et outils innovants qui ont été délivrés à l'IGPDE.

Le 5 décembre 2018 au BercyLab, un jury composé des représentants des MEF, d'une personnalité extérieure experte du numérique et présidé par la SGA a remis 3 prix, signe de l'intérêt suscité par la qualité de ces productions.

Pascal Etting
SRH

LES POLITIQUES RH AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION

En 2018

jan.

1^{re} journée d'accueil
des cadres
supérieurs (ENA,
Mines, INSEE)
et rénovation
du programme
d'accueil des cadres
supérieurs

juin

Forum mobilité
dans le hall
Bérégovoy

sept.

journée d'accueil
des administrateurs
civils issus du tour
extérieur

déc.

cérémonie de
remise des prix
pour les meilleurs
projets proposés
par les élèves des
écoles dans le cadre
du CMFI

En 2018, le SG a travaillé aux différentes politiques RH en soutien aux transformations, par anticipation de la mise en œuvre du projet de loi de transformation de la fonction publique ou encore de manière très concrète dans la réforme des pôles 3E.

La future loi de transformation de la fonction publique va offrir aux managers et aux services RH un cadre de gestion renouvelé. Qu'il s'agisse de la possibilité de recourir aux agents contractuels, des mesures d'encouragement de la mobilité, de la mise en œuvre de dispositifs d'accompagnement des transitions professionnelles ou encore de la réforme des instances de dialogue social, le SG s'est saisi de l'ensemble des thèmes en invitant les directions à construire des propositions communes. Plusieurs séminaires ont ainsi été organisés au BercyLab afin de définir les principes directeurs qui guideront la gestion RH dans ce nouveau cadre.

L'accompagnement des réorganisations, en particulier au sein des pôles 3E des DIRECCTE

L'année 2018 a été marquée par le lancement de la réforme des services en charge du développement économique au sein des pôles 3E des DIRECCTE et le recentrage de leur champ d'intervention. Les activités s'exerceront désormais au sein d'un nouveau service dénommé « Service économique de l'État en région » (SEER) au sein de la DIRECCTE dans un format resserré (134 agents contre 420 précédemment).

Le SG a mis en place un processus d'accompagnement des agents impactés qui relèvent principalement de la Direction générale des entreprises (DGE) et, dans une moindre mesure, de la Direction générale du Trésor (DG Trésor).

Un pilotage central resserré conduit par le SG et associant tous les acteurs concernés (ministère chargé des affaires sociales, DGE, DG Trésor, DGAFP, la délégation générale au pilotage des DIRECCTE et 4 secrétaires généraux de DIRECCTE) a été mis en œuvre afin d'organiser cet accompagnement. Différents outils ont été mobilisés dans ce cadre : boîte fonctionnelle permettant aux agents de poser leurs questions, foire aux questions, vademécum co-écrit avec la DGAFP destiné aux gestionnaires RH et aux managers, offre de formation et d'accompagnement avec l'appui de l'IGPDE et des PFRH en région. Un partenariat avec l'Agence de reconversion du ministère des armées a également été mis en place.

Les directions des MEF ont été mobilisées afin de proposer des postes aux agents concernés. L'ensemble du projet a donné lieu à un dialogue social nourri et s'est traduit par un protocole formalisant le processus et les outils d'accompagnement mis en place.

Le renforcement de l'accompagnement individuel et la mobilité en administration centrale

Le déploiement du plan d'action relatif à la mobilité des personnels de l'administration centrale initié en septembre 2017 s'est poursuivi en 2018. Ce plan, articulé autour de 4 objectifs : améliorer les processus et les outils de suivi de la mobilité, agir sur la rémunération, améliorer l'accompagnement des agents dans leur démarche de mobilité et offrir aux directions un service d'aide à la mobilité, se décline en 29 actions opérationnelles. À la fin de l'année 2018, 90 % des mesures étaient réalisées ou en cours de finalisation.

Parmi les actions réalisées à ce titre, peuvent être citées la création d'un pôle mobilité au sein du bureau SRH-2B, la rénovation du Forum de la mobilité ou l'amélioration du pilotage des mobilités avec la communication régulière de données chiffrées aux directions et aux représentants des personnels.

Par ailleurs, en 2018, la mission du suivi personnalisé et des parcours professionnels (MS3P) est passée de deux à trois experts en évolution professionnelle, dont un responsable plus spécialisé en coaching. Elle a reçu 350 agents et mené 695 entretiens. Le pôle mobilité qui compte 4 conseillères mobilité-carrière, ainsi qu'une chargée d'études RH a conduit 358 entretiens individuels en 2018 concernant, dans la majorité des cas (58 %) des agents de catégorie A.



ZOOM SUR...

Un nouveau format pour le Forum de la mobilité

Le 26 juin 2018, le Forum de la mobilité a fait peau neuve. Choix du hall Bérégovoy pour l'organisation du Forum, mise en place de conférences, d'ateliers et d'un studio permettant aux agents de bénéficier de photos pour actualiser leur profil sur les réseaux sociaux...

La nouvelle formule et son positionnement « Soyez acteur de votre mobilité ! » ont convaincu les agents de l'administration centrale.

L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE : TOUJOURS UN ENJEU



L'INTERVIEW

Quel était l'enjeu d'élaborer le 3^e plan ministériel sur l'égalité professionnelle femmes-hommes ?

Cette démarche collaborative a permis d'identifier d'une part, les attentes et des propositions opérationnelles des agents de nos ministères dans le domaine de l'égalité professionnelle et d'autre part, des bonnes pratiques et conditions de réussite d'un plan égalité professionnelle femmes-hommes. L'enjeu est d'inscrire ce 3^e plan dans une démarche concertée et intégrée tant au niveau central que territorial. Au regard des éléments recueillis, un projet de plan ministériel sera présenté aux organisations syndicales en 2019.

Marielle Schott
Délégation à la diversité
et l'égalité professionnelle
(DDEP)

Dans un contexte où l'égalité entre les femmes et les hommes a été déclarée « grande cause nationale » du quinquennat par le Président de la République, les MEF poursuivent leur dynamique.

Un 3^e plan ministériel relatif à l'égalité professionnelle a ainsi été initié sur des bases renouvelées, en s'appuyant sur une démarche innovante, pilotée par le SG, associant les agents, les directions et des partenaires extérieurs.

Elle a permis à l'ensemble des acteurs associés de s'exprimer sur cette thématique sous des formes diverses (ateliers inter-directionnels, questionnaire, séminaires).

Au final, 5 axes de travail ont émergé de cette réflexion : mieux articuler vie professionnelle et vie personnelle ; lutter contre les stéréotypes de genre pour favoriser la mixité des métiers ; garantir l'égalité salariale et l'égalité des chances dans les parcours professionnels ; prévenir et lutter contre les violences sexistes et sexuelles et améliorer la gouvernance pour un déploiement efficace de la politique égalité.

Cet exercice a été préparé en cohérence avec le protocole d'accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes signé le 30 novembre 2018.

Cette mobilisation en faveur d'une égalité réelle entre les femmes et les hommes a contribué à l'obtention du label Égalité professionnelle en février 2018, signe d'encouragement fort à la poursuite des travaux sur ce sujet.



ZOOM SUR...

La cartographie des risques de discrimination

En septembre 2018, la délégation à la diversité et à l'égalité professionnelle a initié, à travers un audit, un exercice de cartographie des risques de discrimination. Cet exercice vise à évaluer le degré de maîtrise de ces risques au sein des MEF, au regard des 25 critères de discrimination fixés par la loi. Dans ce cadre, 200 agents ont été auditionnés. Les conclusions de cet audit permettront en 2019 d'élaborer un plan d'action ministériel diversité en tenant compte des risques identifiés.

LE CHIFFRE À RETENIR

+ de

2 600

agents

ont participé à la démarche collaborative pour le 3^e plan relatif à l'égalité professionnelle

En 2018

13 fév.

attribution du label Égalité professionnelle aux MEF et renouvellement du label Diversité

8 mars

journée internationale des droits des femmes

26 avr.

DuoDay, les agents de Bercy ont constitué des duos avec des personnes en situation de handicap pour leur faire vivre le quotidien d'un agent des MEF

17 mai

journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie

25 nov.

journée de lutte contre les violences faites aux femmes

11 déc.

séminaire des référentes Diversité et égalité professionnelle nationaux et locaux

ADAPTER L'ACTION SOCIALE, RENFORCER L'APPUI AUX CONDITIONS DE TRAVAIL



L'INTERVIEW

Pourquoi un plan de transformation de l'action sociale ministérielle ?

L'action sociale ministérielle est une richesse qu'il faut rendre accessible à tous. En 2018, nous avons ouvert plusieurs chantiers visant à améliorer le niveau et le contenu des prestations d'action sociale au regard des attentes exprimées par les agents ainsi que leurs proches. Restauration, vacances, logement, parentalité, initiatives locales : chaque segment de l'action sociale fait l'objet d'une réflexion approfondie avec des professionnels du secteur. Les premières avancées, développées étroitement avec les agents et leurs représentants, seront visibles dès 2019.

Axel Vandamme
SRH

L'action sociale est une composante importante de la politique RH au service des agents. Le SG vise spécifiquement à améliorer les conditions de vie des agents et de leurs familles. L'objectif engagé en 2018 est double : mieux répondre aux attentes des agents et renforcer la performance et la visibilité de l'action sociale.

Plusieurs audits, qui recouvrent l'ensemble des champs de l'action sociale (restauration, logement, vacances) ont été initiés ou réalisés. Le premier concerne la qualité et l'évolution de l'offre de restauration de l'AGRAF, le deuxième s'intéresse au parc résidentiel du tourisme social et le dernier traite de la gouvernance (proposition de schémas organisationnels de fusion d'opérateurs de l'action sociale). Ces analyses visent à définir des axes d'évolution afin de mieux répondre à la demande des bénéficiaires. Elles donneront lieu à des premières actions concrètes en 2019.

En termes de santé, sécurité et conditions de travail (SSCT), l'action du SG en 2018 a été marquée par la diffusion d'un module de e-formation, élaboré avec l'ENFiP à destination de tous les agents des ministères économiques et financiers, la simplification du référentiel d'identification des risques professionnels et la diffusion d'un guide pour la conduite de leurs projets. Ces réalisations visent à apporter des outils concrets pour faciliter la diffusion de cette politique dans les services.

Enfin, afin d'améliorer la conduite de ces politiques, la sous-direction SRH3, dédiée aux politiques sociales et conditions de travail, s'est réorganisée fin 2018.



En 2018

avr.

mise en place de la nouvelle offre de complémentaire santé et prévoyance par la MGEFI

juil.

mesures spécifiques d'appui aux agents des MEF en poste à Mayotte

nov.

réorganisation de l'échelon central de SRH3

ZOOM SUR...

L'action sociale en outre-mer

L'éloignement et l'insularité des départements et collectivités d'outre-mer appelle parfois une adaptation des dispositifs d'action sociale, soit pour répondre à des besoins spécifiques, soit pour faire en sorte de garantir l'accès aux prestations des agents qui y sont affectés.

Plusieurs mesures ont été mises en œuvre : amélioration des conditions d'accès aux aides et prêts en matière de logement, renforcement de la continuité territoriale pour les séjours enfants, implantation de délégations de l'action sociale en Nouvelle-Calédonie et Polynésie française et mesures spécifiques d'appui et d'accès au logement à destination des agents en poste à Mayotte.

LE CHIFFRE À RETENIR

83 %

des agents actifs

de Bercy sont couverts par la nouvelle offre de complémentaire santé et prévoyance mise en place en 2018 par la MGEFI, mutuelle référencée par les MEF.



Optimiser les moyens financiers

Achats, immobilier, finances, budget, maîtrise des risques... En 2018, le SG a poursuivi l'optimisation de la gestion des moyens des MEF.

COORDONNER LA CONSTRUCTION DU BUDGET DES MEF

LE CHIFFRE À RETENIR

3 069

**questions
parlementaires
traitées,**

soit 95 % des questions posées
par le Parlement.
Un record sur ces dix
dernières années.

Le SG est particulièrement mobilisé dans la préparation du projet de loi de finances. En 2018, le pilotage budgétaire a été renforcé en s'appuyant sur une procédure collaborative, dans les phases de préparation des lois de finances comme lors de la procédure parlementaire.

Le SG intervient dans la construction du budget des MEF à travers trois actions différentes :

- il coordonne la préparation du PLF avec les responsables de programmes et fait le lien avec la direction du budget et les cabinets,
- il formalise et suit les objectifs poursuivis par les politiques ministérielles, sous forme d'indicateurs,
- il assure lui-même la fonction de responsable de deux programmes qui représentent près de 2 milliards d'euros, le programme 134 qui assure le financement des politiques publiques visant à développer la compétitivité des entreprises et à favoriser un environnement économique propice à la croissance et à l'emploi, et le programme 218.

Il participe par ailleurs à la modernisation de la gestion budgétaire et comptable à travers plusieurs actions emblématiques. Dans ce cadre, l'INSEE et l'opérateur Business France ont été les premières structures de l'État à s'engager dans un nouveau mode contractuel de gestion budgétaire qui leur permet de disposer d'une trajectoire financière fixée jusqu'en 2022. Assis sur des objectifs stratégiques clairs, ces contrats pluriannuels associent sécurité des financements dans le temps, souplesse de gestion et engagements réciproques.



L'INTERVIEW

Pourquoi avoir rénové le dialogue de gestion du programme 218 ?

Le programme 218 est un programme budgétaire interdirectionnel qui porte à la fois les moyens nécessaires au fonctionnement courant des services de l'administration centrale de Bercy (cabinets, SG, directions d'état-major), ceux ayant trait au développement des systèmes d'information et encore ceux indispensables à la conduite de politiques interministérielles (DITP, DB, DGAFF). Ce programme était caractérisé jusqu'à présent par un dialogue de gestion trop souvent limité à la transmission de données chiffrées lors des

grandes échéances budgétaires, sans échange véritable sur les enjeux métiers des services. Pour financer les réformes souhaitées et dégager les marges nécessaires pour répondre aux orientations nouvelles, il a été décidé en 2018 de mettre en place un dialogue de gestion plus nourri, transparent et collégial, prenant la forme notamment de rencontres bilatérales au moins 3 fois par an au niveau de la secrétaire générale, afin de co-construire la budgétisation et la programmation budgétaire et mieux formaliser le processus d'arbitrage. Cela a permis de sensibiliser les directions à l'importance de l'exercice de programmation budgétaire

et de la budgétisation, d'améliorer la connaissance réciproque des contraintes et enjeux, et de s'assurer de la robustesse des scénarii présentés dans une perspective pluriannuelle.

Barbara Siguret
SAFI

SIMPLIFIER LA CHAÎNE DE LA DÉPENSE



L'INTERVIEW

Quels ont été les défis à relever par le SG ?

Nous avons eu trois défis à relever pour réussir cette expérimentation : un temps court -9 mois- de préparation pour traiter de nombreux aspects (juridiques, techniques, organisationnels et RH), des acteurs multiples aux intérêts divergents et des processus complexes sur une matière technique (Chorus).

Nous nous sommes appuyés sur différents leviers : le travail en mode projet classique, avec des ateliers hebdomadaires réunissant tous les acteurs compétents ainsi que des méthodes innovantes de co-construction avec l'organisation de deux séminaires au BercyLab.

Une attention particulière a été portée sur l'accompagnement RH, en mettant l'accent sur la formation donnée aux agents rejoignant le centre de gestion financière (CGF).

Sabine Coffe
SAFI

En 2018, le SG a piloté, en lien avec le service comptable de l'État de la DGFIP, une expérimentation visant à simplifier la chaîne de la dépense.

Cette expérimentation consiste à mutualiser la gestion des actes relatifs à l'exécution des dépenses entre le centre de services partagés (CSP), relevant de l'ordonnateur, et le service facturier (SFACT), relevant du comptable.

Elle vise trois objectifs :

- être plus efficient en supprimant les contrôles ou actions redondants entre les acteurs ;
- simplifier et mieux répondre aux attentes et contraintes des services prescripteurs et des fournisseurs : la mise en place d'un interlocuteur unique permettra d'assurer une meilleure qualité de service ;
- enrichir les missions des agents chargés de la gestion des actes qui auront une vision globale de la chaîne de la dépense, en traitant un dossier de bout en bout, de l'engagement juridique à la mise en paiement.

Elle a débuté au 1^{er} janvier 2019, en administration centrale avec le rapprochement du centre de prestations financières (CPFI) relevant du SG, et les SFACT relevant du département comptable ministériel (DCM) sur un périmètre de gestion circonscrit, ainsi qu'à la DRFiP de Rennes sur tout le périmètre de gestion impliquant les différents ministères relevant du « bloc 3 » (MEF, ministères sociaux, ministère de la culture).

Une généralisation progressive de l'expérimentation aux ministères du « bloc 3 » dans la perspective de couvrir toutes les régions d'ici 2021 et un élargissement d'ici la fin 2019 aux dépenses de la direction des achats de l'État et du service de l'environnement professionnel du secrétariat général, soit plus du tiers des actes traités par le centre de gestion financière d'administration centrale, sont envisagés.

J'ai besoin de réaliser un achat

matériel, prestation intellectuelle, etc.

Avant

Une procédure fragmentée
faisant intervenir plusieurs acteurs
et donc plusieurs contrôles

**Je formalise une demande
d'achat accompagnée
d'un devis**

**J'envoie ma demande
au centre de services
partagés (CSP)**

pour traitement dans Chorus et envoi
du bon de commande au fournisseur

**Le fournisseur livre
sa commande**

**Je certifie le service fait
dans Chorus formulaires**

**Le fournisseur
dépose sa facture
dans Chorus Pro**

**Le service facturier
contrôle et paie la facture
au fournisseur**

Après

Les avantages de la nouvelle
organisation

+

**Un point d'entrée unique
vis-à-vis des fournisseurs
et des services**

+

**Passage de 3 à 2
acteurs en interne**

grâce au regroupement
du centre de services partagés
et du service facturier

+

**Suppression
des contrôles
redondants**

+

**Enrichissement
des missions des agents,
diversification des tâches
et traitement de la chaîne
de la dépense
dans son ensemble**



TRANSFORMER LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DES MEF ET RÉNOVER LES ACHATS

LE CHIFFRE
À RETENIR

51,6 M€

d'économies

réalisées par les services
des achats des MEF

Le SG a œuvré en 2018 à optimiser la politique immobilière ainsi qu'à construire une politique d'achats ministérielle.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) de l'administration centrale des MEF pour 2019-2023 a été élaboré en lien avec l'ensemble des directions puis validé par le conseil de l'immobilier de l'État. Il a permis de mettre en exergue le bilan favorable du précédent SPSI (2014-2018) à la fois en termes de rationalisation et de densification des surfaces occupées et en termes de qualité d'exploitation, moderne et autonome, des locaux.

Trois orientations fortes pour l'avenir ont été retenues :

- optimiser les implantations et l'utilisation des espaces de travail ;
- améliorer l'exploitation et les services sur les bâtiments ;
- moderniser les espaces.

Elles sont déclinées dans des actions concrètes qui intégreront autant que possible les attentes des agents et les nouveaux usages de travail.

Par ailleurs, un observatoire de l'immobilier des MEF a été mis en place pour mieux appréhender le parc immobilier et donc mieux pouvoir le piloter et le faire évoluer. Il prend la forme



L'INTERVIEW

Comment avez-vous intégré la dynamique des nouveaux aménagements dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) 2019-2023 de l'administration centrale ?

Les SPSI traitaient plutôt historiquement d'optimisation de la stratégie patrimoniale. Nous avons voulu élargir le champ du nouveau SPSI aux enjeux d'aménagement et modernisation des espaces de travail qui sont essentiels à la qualité de vie au travail, l'efficacité et l'attractivité d'une organisation. Ainsi, ces nouveaux aménagements s'inscrivent dans le cadre de la deuxième orientation du SPSI : moderniser les espaces de travail. Cette démarche s'est déjà concrétisée dans les 26 bâtiments d'administration centrale par des changements et expérimentations dans des espaces communs (halls, salles de réunions, espaces extérieurs, tisaneries....) ou propres à une direction (exemple de réaménagement d'une mission du CGEFI). Le SPSI 2019-2023 a pour objectif de capitaliser sur ces expérimentations pour aller plus loin en priorisant le site de Bercy, un des sites les plus anciens des MEF. Ainsi, l'élaboration de ce nouveau schéma a permis d'amorcer une réflexion partagée et stratégique sur ce qui pourrait être un réaménagement plus vaste des espaces de travail des MEF.

Ludovic Lamy
SEP

d'une base de données et d'indicateurs associant les dimensions techniques et financières.

Le SG a également contribué au démarrage du plan de rénovation des cités administratives pour la phase d'audits énergétiques et bâtimentaires. Dans ce cadre, il a organisé, en collaboration avec les directions de l'immobilier et des achats de l'État, la consultation et l'analyse des diagnostics communiqués par les prestataires. Il a également contribué à la définition des différentes prestations d'assistance aux opérations de travaux. Enfin, il s'est positionné pour assurer la maîtrise d'ouvrage mandatée d'un certain nombre d'opérations pour le compte des services préfectoraux.

Pour répondre aux enjeux de renforcement de la performance des achats et de modernisation de la gestion financière, le SG a élaboré, début 2018, une trajectoire de transformation visant à concentrer et professionnaliser la fonction achat dans les principales directions (SG, direction générale des douanes et droits indirects, direction générale des finances publiques). Les premiers résultats ont consisté en 2018 à améliorer la performance économique de l'achat : 51,6 M€ de gains (pour un objectif ministériel fixé à 48 M€) ont été réalisés.



ZOOM SUR...

L'observatoire immobilier

L'ensemble des services des MEF occupe plus de 3 millions de m², répartis dans plus de 3 000 bâtiments. Bien connaître ce parc immobilier, son état de santé et les coûts qu'il représente constitue un enjeu majeur. Cela permet de s'assurer qu'il répond aux objectifs de la politique immobilière de l'État comme aux exigences de sécurité pour les agents. Cela doit également permettre à l'ensemble des services et des gestionnaires qui s'en occupent de l'entretenir et de le faire évoluer pour accompagner les transformations.

L'élaboration de l'observatoire de l'immobilier des MEF répond à ces enjeux.

L'outil s'appuie sur des données issues des systèmes d'information existants. Il permet d'utiliser les données sur des périmètres différents (direction, région, ensemble des ministères), de regrouper les indicateurs physiques et les informations budgétaires, et de disposer de représentations graphiques mettant immédiatement en avant les points forts et les axes de progrès pour en permettre aisément l'analyse. C'est ainsi qu'il est ressorti, par exemple, que les dépenses énergétiques des MEF (61,5 M€) ont baissé de 10 % entre 2011 et 2018.



L'INTERVIEW

Comment professionnaliser et renforcer la performance de l'achat, d'une part, et répondre le mieux possible aux besoins des services, d'autre part ?

Ces deux enjeux ne nous ont pas semblé contradictoires lorsque nous nous sommes engagés, à la mission ministérielle des achats (MMA) dans une démarche novatrice de pilotage des achats de prestations intellectuelles par les services des MEF.

Pour accompagner le service demandeur dans la formulation

de son besoin, une référente dédiée a été identifiée. Ensemble ils analysent les prestations attendues pour trouver le support contractuel le plus adapté. La mission se poursuit jusqu'à la réalisation et au paiement de la prestation. De cette façon, la MMA enrichit, grâce aux retours d'expérience des services mais aussi des prestataires, sa connaissance du secteur et donc sa capacité à accroître la performance dans ce domaine d'achat.

Depuis 2018, la MMA pilote ainsi les supports interministériels relatifs à

l'accompagnement des chantiers de transformation aux MEF, et assure un accompagnement des bénéficiaires et des fournisseurs, tout en organisant la nécessaire capitalisation sur ce type de prestations stratégiques. Cela lui permet de coordonner et d'animer une communauté inter-directionnelle qui apporte une valeur ajoutée nouvelle à l'ensemble des acteurs concernés par ce domaine d'achat.

Marc Daunis
Responsable ministériel
des achats-SAFI





Pose des batardeaux devant les portes des ministères
lors de la crue de la Seine

Assurer la sécurité

La sécurité de nos ministères est un enjeu essentiel dans le contexte sécuritaire actuel. Ainsi il est important de renforcer nos dispositifs de protection des agents, des bâtiments et du patrimoine informationnel.

RENFORCER LES DISPOSITIFS DE PROTECTION DE NOS MINISTÈRES

LE CHIFFRE
À RETENIR

10 000

domaines
de messagerie

sur internet testés chaque mois,
depuis octobre 2018,
avec l'outil d'auto-évaluation
« Carte postale ou Lettre
Recommandée avec Accusé
de réception », hébergé sur
<https://ssi.economie.gouv.fr>

**De nombreuses actions sont menées
par le SG pour lutter contre les actes
malveillants et assurer la protection
des agents, des bâtiments et du
patrimoine informationnel.**

Les sujets portés par le SG sont de plusieurs ordres :

- la gestion de situations de crise par une coordination renforcée avec les directions et services, en particulier au moment de la crue de la Seine et lors des perturbations dans les transports ;
- la diffusion de la politique de continuité d'activité des MEF pour faire face à une crise majeure ;
- la cybersécurité, avec l'élaboration et la diffusion d'un cahier des clauses simplifiées de cybersécurité pour la passation de marchés publics. Dans le même temps, le catalogue des standards ministériels a été enrichi pour l'analyse des risques, la navigation sur internet et l'authentification par mot de passe. Et le SG s'est une nouvelle fois impliqué dans le mois de la cybersécurité « cyber-octobre 2018 » ;
- les dispositifs de protection du secret, du potentiel scientifique et technique, et des activités d'importance vitale.



ZOOM SUR...

La journée de la sécurité routière

En application de la Charte signée en 2017 entre la secrétaire générale et le délégué interministériel à la sécurité routière, le SG s'est engagé à agir pour la formation des agents à la sécurité routière.

En 2018, le SG a ainsi relayé les journées de la sécurité routière en ciblant ses actions autour d'une journée spécifique. Dans le hall Bérégovoy et dans l'allée Jean Monnet, les agents ont pu profiter d'ateliers sur le code de la route, de mini-films pour se tester et parler de sécurité routière au travail, ainsi que tester des simulateurs d'alcoolémie et de deux roues.

En 2018

**23 jan. -
17 fév.**

activation du centre opérationnel de gestion de crise de Bercy (COBER) lors de la crue de la Seine

13 mars

conférence au CASC
« Les ministères économiques et financiers et la gestion de crise »

15 mai

journée de la sécurité routière

18 sept.

arrêté relatif au cahier des clauses simplifiées de cybersécurité pour la passation de marchés publics

1^{er} oct.

lancement au sein des MEF du mois européen de la cybersécurité par le Secrétaire d'État chargé du numérique et la Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Économie et des Finances

27 nov.

diffusion de la politique de continuité d'activité

6 déc.

séminaire sur l'application de la convention sur l'interdiction des armes chimiques



L'INTERVIEW

Quel rôle le SHFDS joue-t-il dans l'application de la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC)?

193 États, dont la France, sont signataires de la convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC). Le SHFDS est chargé, pour le compte des ministères économiques et financiers, du suivi de l'application de la CIAC dans le secteur civil en France (laboratoires et industries). Dans ce cadre est organisé

ponctuellement un colloque de sensibilisation à l'application de cette convention dans l'industrie française. Cette année le SHFDS a décidé de mettre en avant la coopération entre tous les services de l'administration française jouant un rôle dans l'application de la CIAC, notamment la Direction générale des douanes et droits indirects et l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Mylène Bonnaud
SHFDS

ZOOM SUR...

La politique de continuité d'activité

Lors de la crue de la Seine de janvier et février 2018, la mobilisation de l'ensemble des directions et services a été forte, notamment pour la mise en place des mesures du plan gouvernemental et des dispositions propres au plan

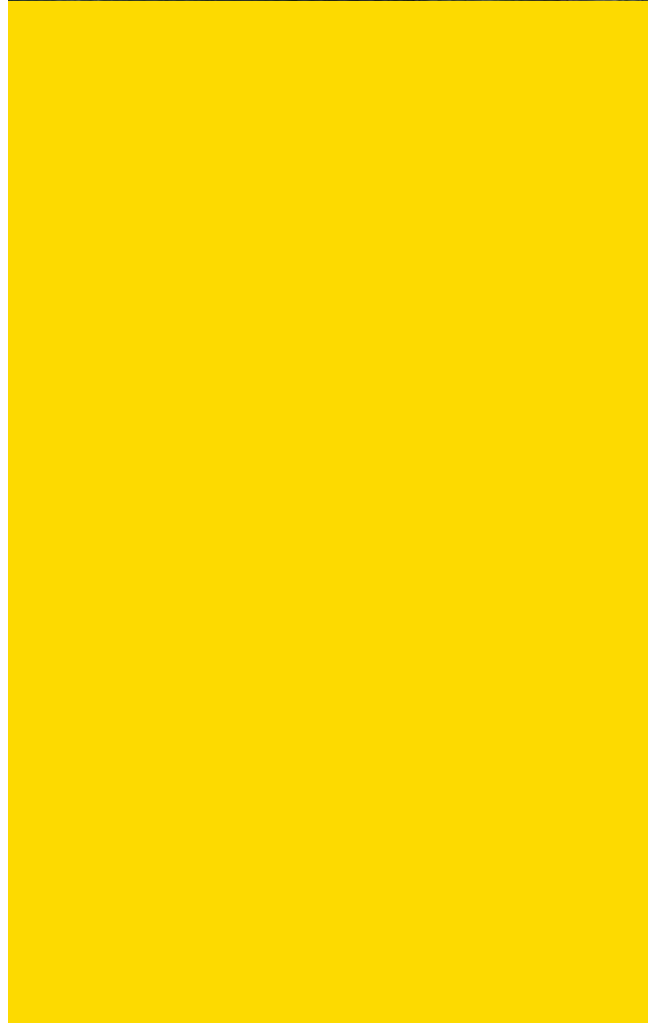
de continuité des activités (protection des bâtiments, information des agents, préparation du desserrement...).

Le retour d'expérience de cette crise a conduit à redéfinir, avec les directions et services, le cadre général de la politique de continuité d'activité des MEF. Ces dispositions ont été conçues pour faire face à tout sinistre majeur ou événement pouvant perturber gravement leur fonctionnement, dans un document diffusé en décembre

2018, et qui sera décliné au sein de chacune de ces structures au cours des prochains mois.

Ce document constitue la norme de référence de nos ministères pour définir l'organisation, les responsabilités et les dispositifs permettant d'élaborer, de maintenir et, si nécessaire, d'activer et piloter les plans de continuité d'activité des directions et services.





MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DE L'ACTION
ET DES COMPTES PUBLICS